

2008 : année de la liberté d'expression

Il est des dates dans l'Histoire qui bouleversent les courants, secouent les esprits et ouvrent des voies. L'année 1948 vit la naissance de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Elle assista aussi à l'assassinat de celui qui restera à jamais le symbole de la non-violence, Gandhi.

L'année 1968 fut l'année de tous les espoirs ; l'année qui posa de nouveaux jalons dans les relations entre hommes et femmes, entre générations, au sein des entreprises et des établissements d'éducation.

Il nous incombe de proclamer 2008 année de la liberté d'expression.

Nous sommes tous responsables de la défense et de la survie de ce bien précieux attaqué de toutes parts, mis à mal, piétiné. De nombreux régimes oppriment la liberté d'expression depuis longtemps.

Dans nos sociétés occidentales elle est mise en danger par les islamistes, qui tuent ou menacent ceux qui osent critiquer le Coran, incitent à la haine, à la violence, à l'intolérance, à la guerre sainte et à la soumission de tous les infidèles.

Les islamistes font peur. La peur est telle que certains auteurs et éditeurs se mettent à pratiquer l'auto-censure.

La peur est telle que certains estiment que la question de l'islam politique doit rester taboue pour éviter d'offusquer les islamistes et les pousser ainsi au crime. On va jusqu'à déclarer que si les islamistes sont violents, c'est parce qu'on les incite à la violence !

Ce que ces esprits léthargiques font semblant d'ignorer, c'est que la violence est intrinsèque au projet de l'islam politique. Il suffit de faire la liste des atteintes à la vie, aux droits humains et aux libertés dans des pays comme l'Iran, l'Afghanistan, la Somalie, l'Arabie Saoudite, le Pakistan.

La grande ambition des islamistes est d'exporter leur modèle social dans nos sociétés démocratiques. Aussi il est notre devoir de stopper ce processus, qui se met en place petit à petit, sournoisement.

Il suffit d'observer notre paysage urbain. Depuis l'essor de l'islam politique, une métamorphose s'effectue dans la tenue vestimentaire des musulmanes, qui sont de plus en plus nombreuses à porter l'uniforme imposé par les mollahs et les talibans.

Les musulmans sont de plus en plus nombreux à revendiquer auprès des autorités des droits communautaires.

Beaucoup de gauchistes sont solidaires d'eux car ils estiment que les musulmans sont les indigènes de la république, les laissés-pour-compte d'une société doublement injuste. Ces gauchistes se soucient peu du projet fasciste, totalitariste, impérialiste et machiste porté par les islamistes. Ce qui compte pour eux, c'est de renflouer leurs rangs clairsemés.

Un maire communiste qui accepterait d'interdire à une conseillère municipale musulmane de se présenter voilée aux conseils municipaux ne serait pas dénoncé comme étant un raciste xénophobe d'extrême droite. Il serait remercié d'avoir préservé la laïcité à l'intérieur des institutions de la République.

Dans nos sociétés occidentales la liberté d'expression est mise en danger par certains bien-pensants, y compris des laïques convaincus, qui croient détenir le monopole de l'expression et s'arrogent, non sans arrogance et prétention, le droit d'attribuer ce monopole. Pour des personnes comme Caroline Fourest et Philippe Val le droit de critiquer l'islam et l'islam politique ne peut être revendiqué et ne peut être octroyé qu'aux caricaturistes, aux écrivains ou bien aux victimes comme Ayaan Hirsi Ali.

Tous les autres doivent être dépourvus de ce droit et doivent être condamnés, car ils sont forcément motivés, d'après ces bien-pensants, par des projets xénophobes et des sentiments racistes.

La diffusion du film « Fitna » de Geert Wilders a creusé le

fossé entre les laïques qui défendent la liberté d'expression d'où qu'elle vienne et les laïques bien-pensants qui refusent de reconnaître qu'un homme de droite aussi peut avoir en horreur la violence, la barbarie, le terrorisme et la haine, peut avoir envie et doit avoir le droit de le dire.

Les auteurs des caricatures de Mahomet, Ayaan Hirsi Ali et Geert Wilders dénoncent les mêmes maux, critiquent la même religion, blasphèment de la même manière.

Nous devons condamner les islamistes qui ont déclenché des émeutes et des incendies suite à la publication des caricatures, qui ont tué Théo Van Gogh et menacent Ayaan Hirsi Ali et Geert Wilders.

Nous devons condamner les bien-pensants qui voudraient priver Wilders d'un droit qui lui appartient en tant que citoyen d'un pays démocratique et qui le comparent aux islamistes en l'accusant de faire de la propagande anti-islam tout comme les islamistes font de la propagande pour faire croire qu'il existe un complot de l'Occident contre l'Islam. Sauf que ces bien-pensants oublient que Wilders n'utilise que l'image et le son pour transmettre son message, alors que les islamistes utilisent des bombes. Il suffit de tenir la macabre comptabilité de leurs attentats terroristes, qu'ils consacrent à Allah.

Nous devons nous réjouir des décisions prises par les juges lors des procès de Philippe Val et Geert Wilders. Ces magistrats courageux nous confortent dans nos thèses et discréditent tous les bien-pensants qui confondent religion et « race », faisant le jeu des islamistes.

Critiquer un religion, ce n'est pas humilier ou priver un groupe ethnique de sa dignité.

Critiquer une religion, un dogme, un dieu, c'est permettre d'avancer dans la réflexion et l'émancipation, progresser, vivre avec son temps.

Critiquer l'islam, c'est opposer l'ahimsa, la non-violence chère à Gandhi, à la terreur et aux tueries.

Wilders et n'importe quel autre citoyen doivent être libres de soutenir que le Coran est « un livre fasciste » et traiter

Mahomet de barbare.

La décision de tribunal de La Haye est un soulagement pour tous ceux qui chérissent la liberté de pensée et d'expression. D'après ce tribunal une interdiction générale de faire à l'avenir des déclarations identiques à celles de Geert Wilders serait une atteinte inacceptable à la liberté d'expression de l'assigné, équivalant à une censure préventive.

Prendre acte de la décision de ce tribunal, c'est consolider la satyagraha (force de la vérité) chère à Gandhi.

Il faut à tout prix préserver nos droits, la liberté de pensée, d'expression, de la presse et tous les moyens non-violents sont bons pour faire entendre cette vérité à ceux qui veulent nous réduire à l'esclavage et à ceux qui vivent de compromissions abjectes.

Nous devons suivre l'exemple de Gandhi, qui multiplia les campagnes de désobéissance civile pour parvenir à ses fins. Bien entendu, notre désobéissance ne sera pas civile, car nous vivons dans un pays libre et démocratique. Nous devons dire non en revanche aux idées véhiculées par les donneurs de leçons qui courent au secours des islamistes.

Nous devons faire nôtre et appliquer l'aphorisme de Gandhi : « Vous devez être le changement que vous souhaitez voir dans le monde ».

Nous devons nous prendre en charge et faire de 2008 l'année de la liberté d'expression.

Nous devons faire preuve d'ingéniosité et multiplier les campagnes de sensibilisation. Comme Gandhi, nous devons boycotter certains produits tels que les publications des bien-pensants, que les décisions des tribunaux doivent rendre tout petits.

Comme Gandhi, nous devons organiser des marches dans les grandes villes occidentales pour dire non à la violence islamiste, à la terreur, au fanatisme, au machisme et oui à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et au droit au blasphème, honteusement piétiné par l'ONU.

Nous devons encourager les descendants de Voltaire à se faire publier.

Nous devons encourager d'autres Talisma Nasreen et Chahdortt Djavann à témoigner contre l'obscurantisme.

Nous devons œuvrer pour la création d'un véritable mouvement laïque et féministe international.

Nous devons tout mettre en œuvre pour que la Déclaration des Droits de l'Homme soit aussi la Déclaration des Droits de la Femme Musulmane comme de toutes les femmes du monde.

Un jour Gandhi déclara : « *On ne peut réveiller un homme que s'il est vraiment en train de dormir. Tout effort de votre part n'aura aucun effet sur un homme qui fait semblant de dormir* ». Il faut arrêter de faire semblant de dormir.

Il faut cesser d'être sectaire et borné, car la liberté ne peut être préservée que si nous sommes unis et solidaires et mettons de côté les conditions ridicules et injustifiables.